

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Le numéro
0,50 F - 5 F.B.

OCTOBRE 1968 - 6^{ème} ANNEE - N°58

Le Prolétaire

B. P. 375 - MARSEILLE-Colbert

C.C.P. 2202-22 - Marseille

Abonnement de soutien 10 F. 100 F.B.
Abonnement annuel 5 F. 50 F.B.

LE PROLETARIAT doit se débarrasser de l'infection petite-bourgeoise du démocratisme

Un " pavé de l'U.R.S.S. " dans la mare opportuniste

La grève générale, la levée en masse de millions de prolétaires en mai-juin a fait resurgir le spectre terrible de la révolution prolétarienne et du communisme. L'Etat bourgeois, surpris dans un premier temps, n'a pu étouffer dans l'œuf l'agitation de la petite-bourgeoisie intellectuelle ni surtout empêcher qu'elle gagne la classe ouvrière et prenne par-là même un tout autre caractère et des proportions autrement sérieuses que celles de la " contestation " estudiantine.

Toutefois, après quarante ans de défaites et de trahisons, la classe ouvrière ne pouvait se lancer dans la lutte qu'avec une conscience tout à fait insuffisante de ses buts et des moyens à employer pour les atteindre. Le mouvement put donc finalement être cassé, éparpillé grâce à la répression étatique et surtout à l'action contre-révolutionnaire du P.C.F. et des syndicats qui, de concert, préparèrent ses funérailles électorales.

Comme nous le disions dans un précédent article, le coup que lui porte l'intervention russe en Tchécoslovaquie effrite tout l'édifice idéologique de la gauche « communiste » ou apparentée. En effet, à moins d'admettre contre toute vraisemblance que la politique extérieure de l'U.R.S.S. n'est qu'une simple excroissance sans importance, il faut bien reconnaître qu'elle exprime la nature réelle de l'Etat russe, cette nature capitaliste que notre parti est le seul à dénoncer en partant de ses origines mêmes. Donc si l'U.R.S.S. n'est pas ou n'est plus un Etat ouvrier, comment justifier les voies pacifiques au socialisme que l'on prétendait fondées sur l'existence et l'unité d'un « bloc socialiste » puissant ? De même, comment continuer à défendre la « théorie » de la coexistence pacifique (en fait, la libre concurrence inter-impérialiste) impliquant la compétitivité des économies orientales, alors que la Russie est contrainte d'avouer sa faiblesse en tentant de dresser un barrage de chars de-

vant la percée du capital occidental en Tchécoslovaquie ?

Aussi le trouble idéologique règne-t-il dans les rangs de la « Gauche ». Parlant de la politique des deux blocs, Michel Rocard (secrétaire national du P.S.U.) écrit : « (Elle) sert à justifier l'impérialisme américain et la politique soviétique d'ingérence et de domination ». Ce qui frappe dans cette phrase c'est... la périphase dont elle use pour qualifier la politique russe alors que l'impérialisme américain est nommément stigmatisé. Michel Rocard aura peut-être voulu éviter une redite ou bien craint-il d'appeler un chat un chat et l'impérialisme russe par son nom ? Pourquoi deux poids et deux mesures ? Enfin, pourquoi dénoncer la politique des blocs pour y apporter ensuite sa petite contribution en laissant entendre que la Russie n'est pas tout à fait semblable à l'Amérique par sa nature de classe et par la politique qu'elle mène dans sa zone d'influence ? Mais faire cet aveu, ce serait admettre qu'a été inutile la croisade anti-fasciste de la « der des der » à laquelle les renégats staliens appellèrent le prolétariat. Si les démocraties montrent leur caractère fasciste (aux U.S.A. en particulier) et si l'« Etat ouvrier » russe mène également une politique impérialiste, alors à quoi bon l'écrasement du nazisme présenté comme la fin de tous les maux ? Si l'ignoble et le monstrueux sont la règle à l'Est comme à l'Ouest, comment P.C.F., P.S.U. et consorts vont-ils justifier leur politique de collaboration des classes dont le seul argument était justement la différence entre les « blocs ».

Aujourd'hui, l'Etat est bien décidé à prévenir toute répétition de mai-juin. Le dispositif qui a servi à mater la petite-bourgeoisie et le prolétariat est renforcé et l'Etat se présente ouvertement pour ce qu'il a toujours été : l'instrument de domination de la bourgeoisie.

Il n'en faut pas plus pour que les démocrates crient aux ouvriers : « Vous voyez bien, on viole nos libertés ! Nos intérêts sont les mêmes ! Défendons ensemble la démocratie ! » Et voilà que naissent des « Fronts Unis contre la répression » en attendant de nouveaux fronts antifascistes.

L'Etat aurait-il donc cessé d'être un arbitre impartial planant au-dessus des classes pour devenir un instrument d'oppression ? Non, il n'a jamais été qu'un instrument d'oppression. Les C.R.S. ne sont pas nés spontanément. La loi qui a permis d'interdire les groupes soi-disant révolutionnaires existait depuis longtemps puisque le Front Populaire lui-même s'en est servi pour interdire en son temps l'Etoile Nord-Africaine de Messali-Hadj, pour décapiter la Révolution algérienne. Les licenciements des militants syndicaux les plus combattifs ne datent pas non plus d'aujourd'hui et les arrestations ou gardes-à-vue n'ont pas été inventées au mois de juin ! L'Etat n'a pas changé : s'il utilise ses possibilités répressives qui sont d'ailleurs infiniment plus grandes et variées que ce qu'il nous sert aujourd'hui (censure, détentions préventives, réquisitions et... intervention de l'armée !) s'il soulève un petit coin du voile dont il couvre sa face, c'est qu'autre chose a changé : la classe ouvrière. C'est que la lutte des classes a repris, menaçante. Le dispositif répressif n'est qu'à la mesure du conflit des classes.

Il faut ajouter que la répression ouverte de l'Etat peut être d'autant plus limitée que ses agents indirects dans la classe ouvrière, les partis et les directions syndicales opportunistes parviennent mieux à épuiser le prolétariat dans des actions stériles : grèves tournantes, luttes pour des objectifs vagues dont la stupidité n'égale que leur prétention au « concret », comme l'échelle mobile des salaires.

L'Etat peut donc encore aujourd'hui se borner à appliquer ses me-

sures policières aux seuls « enragés » et rebelles que les directions syndicales n'ont pu ramener à la discipline et à la prétendue « unité ouvrière », et que les bandes para-fascistes de type CDR, CAC ou groupes Occident n'ont pas réussi à intimider.

L'Etat bourgeois, quelque forme qu'il prenne, n'est qu'un instrument d'oppression de la bourgeoisie. Ce n'est pas le fait que l'Etat bourgeois réprime l'agitation ouvrière qui change sa nature et qui lui donne un caractère fasciste. Le fascisme ne s'identifie pas à la violence de l'Etat, car la démocratie a elle-même réprimé violemment le prolétariat dès 1848 où

la Garde Nationale (bourgeoise et petite-bourgeoise) a écrasé la première révolution prolétarienne.

Le fascisme est autre chose : il a succédé à la démocratie libérale, comme les monopoles à la libre concurrence. La concentration des capitaux et le poids économique du capital financier ainsi que la concentration du pouvoir politique entre ses mains, réduisaient le rôle économique et politique de la petite-bourgeoisie et obligeaient la bourgeoisie à remplacer sa doctrine de l'égalité des individus par celle des classes sociales et de leur identité d'intérêt dans la nation et dans l'Etat.

Suite en page 4

LE MOUVEMENT DE MAI - JUIN :

Mensonge bourgeois et vérité de classe

La bourgeoisie et son Etat ont toujours prétendu que le Capital et le Travail avaient un intérêt commun et que la satisfaction des revendications de la classe ouvrière se retournerait contre elle. L'argument n'a pas manqué d'être utilisé au cours de la grande grève de mai-juin : l'industrie française était menacée, la réduction de la durée de la journée de travail sans diminution de salaire aurait entraîné une augmentation du chômage, la hausse inévitable des prix

rongerait les augmentations à accorder. Il fallait donc, selon les bourgeois, consentir à des sacrifices pendant une période de transition ; ensuite, le chômage se résorberait et les salaires suivraient une progression régulière. Dans le cas contraire, la faute serait à imputer à l'impatience irresponsable des ouvriers. A les en croire, ces Messieurs répriment dans l'intérêt du prolétariat. Bref, il ne fallait pas se battre, voilà leur conclusion !

Disparition du chômage ! Progression des salaires ! Vieille chanson. C'est oublier que l'explosion de mai-juin venait à la suite de la même chansonnette entonnée depuis des décennies. Prenons le chômage. Après le boom des années 50 et des premières années 60, il s'était constitué une armée industrielle de réserve de plus de 500.000 chômeurs, que tous les « experts » reconnaissaient ne pouvoir être résorbés malgré l'expansion qui recommença fin 67. Le chômage existait donc massivement avant la grève et c'est cette incertitude croissante qui contribua fortement à radicaliser le mouvement, parmi les jeunes prolétaires en particulier. Le capitalisme a toujours connu cette véritable plaie sociale du chômage et si elle

avait semblé disparaître à la suite de la seconde guerre mondiale, c'est que les impérialismes venaient de massacrer 50 millions de prolétaires !

Dans la société capitaliste, le but de la production est le profit et non le produit. La machine produite par le travailleur, au lieu d'alléger sa peine, comme ce sera le cas dans le communisme, l'expulse de la production : il faut produire davantage avec le moins possible d'ouvriers. La disparition du chômage sous le capitalisme relève donc de la démagogie pure et simple, seul le communisme la réalisera !

Cela ne veut évidemment pas dire que la classe ouvrière doive abandonner les chômeurs. Tout au contraire, la seule revendication vraiment prolétarienne qui doit être défendue collectivement pour déjouer les manœuvres de diversion de la bourgeoisie est : salaire intégral aux chômeurs ! Remarquons que le P.C.F. et la C.G.T. n'ont rien fait pour défendre les centaines de milliers d'ouvriers en chômage, qui ont été oubliés pendant le plus grand mouvement de grève que le prolétariat français ait connu !

Passons aux prix. La vérité « scientifique » que l'augmentation des prix rongera celle des salaires se réduit à cette vérité de classe élémentaire : il est inévitable que la bourgeoisie contre-attaque. S'il s'agit de cela, la réponse des révolutionnaires est : « Il faut pouvoir lui riposter encore ! » et non, com-

me le font les soi-disant partis communistes, « bêlons parce qu'elle contre-attaque ! » Si le prolétariat ne se défendait pas de façon permanente, il serait réduit par la bourgeoisie à une masse famélique et écrasée, pour laquelle il ne serait point de salut, disait Marx.

Si la bourgeoisie pouvait augmenter les prix à volonté, elle ne se priverait certes pas de le faire. Mais tout le monde sait que pour être vendues, les marchandises ne doivent pas afficher un prix supérieur à celui de leurs concurrentes. En plein marché commun, en plein développement « pacifique » des échanges internationaux, on pourrait faire ce qu'on peut de prix ? Voilà les énormités que rumine la « culture » officielle ! Il n'en reste pas moins vrai qu'une hausse des prix s'est effectivement produite, mais on oublie qu'elle avait été décidée avant les événements et que ceux-ci ont au contraire obligé de retarder son application complète.

Voilà pour les prix. Mais la véritable riposte du patronat est ailleurs : à l'intérieur de l'entreprise, dans l'augmentation des cadences de production (des ouvriers qui ont débrayé dès la rentrée en savent long là-dessus) ; à l'extérieur de l'entreprise, dans l'augmentation par l'Etat des prix des services et des charges fiscales indirectes qui pèsent essentiellement sur les travailleurs, et dans une réduction parallèle des charges fiscales des entreprises. Cela jette par terre une montagne d'insanités sous les-

(Suite page 4)

Nous sommes les seuls à dire la vérité au prolétariat : le socialisme n'existe nulle part à l'heure actuelle ni à Cuba ni en Chine, ni en U.R.S.S. La vérité est révolutionnaire et celle-ci est particulièrement explosive car, loin d'infirmar la théorie marxiste, elle la confirme, fondant ainsi l'espoir de la victoire de demain. En effet, toutes les déformations subies par le socialisme scientifique de Marx et destinées à justifier le « socialisme » national ou les révolutions « socialistes » dans les pays sous-développés cèdent devant les manifestations toujours plus claires de la nature de classe de ces Etats. Tous ces bâtardeaux retournent, quand ils le sont jamais sortis, dans le giron du capital. A ceux qui, découragés, pensent : « Si l'U.R.S.S. n'est pas socialiste, alors tout s'écroule », ou encore : « Si c'est ça le socialisme, tant

(Suite page 4)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

La crise des démocraties populaires, conséquence
de la concurrence inter-impérialiste en Europe

Le vendredi 25 octobre à 21 heures
Salle Lancry - 10, rue de Lancry (X^{ème})
ENTREE SUR INVITATION

PERMANENCES A MARSEILLE

Samedi 12 octobre

Samedi 26 octobre

de 17h.30 à 20h.

au siège du journal

7, cours d'Estienne d'Orves

(4^{ème} étage)

LECTEURS ET SYMPA-

THISANTS PEUVENT Y

PRENDRE CONTACT

AVEC NOUS.

Un parti PETIT-BOURGEOIS

Dans notre dernier numéro, nous expliquions, en nous référant à la tradition du mouvement prolétarien en France, l'évolution qui a conduit le Parti communiste français à son attitude révoltante dans la crise sociale de mai-juin 1968. Nous rejetons la conception frontiste chère aux « groupuscules » qui imputent cette attitude à

La jeune génération qui, en mai-juin dernier a reçu à la fois les coups de matraques de la police et les insultes des Waldeck-Rochet et autres Seguy, aura découvert bien plus rapidement que son aînée que le P.C.F. n'est rien moins que révolutionnaire. Il lui reste à apprendre que cette démission n'est pas un fait récent et qu'elle plonge ses racines jusque dans l'effort désespéré accompli par l'Internationale de Lénine pour arracher le prolétariat de tous les pays à l'empire défaitiste de la social-démocratie alliée du capitalisme. Que cet effort ait été vain, que le communisme international ait à son tour dégénéré, que l'Etat ex-soviétique soit devenu une puissance capitaliste et impérialiste semblable à ses rivales rapaces de l'Ouest, l'évolution accélérée de ces dernières années se charge de le rendre de plus en plus visible. Mais ce qui importe ici c'est de cerner les traits spécifiques de l'opportunisme français et d'aider la génération politique de demain reconnaître dans ses expressions thoreziennes l'emprise formelle de la classe ennemie. En considérant les bases précaires sur lesquelles la doctrine communiste a tenté de s'implanter dans le mouvement ouvrier français, on comprend que si ce mouvement était particulièrement difficile à conquérir aux idées et méthodes de la Troisième Internationale, il était par contre, en cas d'échec, le plus apte à fournir à la falsification du marxisme un arsenal idéologique complet ainsi que les politiciens les plus habiles à le manier.

Une des plus grosses fautes commises par la III^e Internationale fut d'admettre en son sein une foule d'opportunistes et de carriéristes nullement gagnés à ses principes révolutionnaires. Le P.C.F. fut de toute l'Internationale celui qui en accueillit le plus grand nombre et les plus marqués : le social-traitre Marcel Cachin qui, jusqu'à l'armistice de 1918, fut un partisan inconditionnel du massacre patriotique et qui, se rendant à Moscou en 1919 « prendre le vent » auprès de l'Internationale, pleura d'émotion en voyant le drapeau tricolore sur Strasbourg, devait devenir, peu après, l'un des principaux chefs du jeune Parti Communiste de France. L'obstacle le plus important rencontré chez les socialistes sincères par les pionniers du nouveau mouvement concernait la question de la condamnation de la Défense nationale, chose impensable pour les héritiers des Guesde et Jaurès ! Sur ce sujet, la lutte fut à ce point dure, au Congrès constitutif de Tours, en 1920, que sans l'intervention in extremis de Moscou, seraient entrés dans le Parti communiste des éléments représentant, comme Longuet, le type le plus parfait de ce centrisme qui est pacifiste en temps de paix... et belliste en temps de guerre ! Enfin, s'il existait à cette époque un souvenir fatal susceptible de paralyser toute initiative du prolétariat français, c'était bien celui de la répression sanglante de 1871 : le vieux Guesde le brandissait déjà dans les Congrès internationaux d'avant 1914 pour rejeter le mot d'ordre de grève générale en tant que riposte à la guerre. Eh bien, à Tours, c'est encore le spectre de cette répression qu'agitèrent les socialistes de droite pour combattre l'adhésion à l'I.C. et terroriser les ouvriers par la prophétie d'une répression identique si le programme des communistes venait à être adopté par le Congrès ! Ne se trouvera-t-il pas quelque perspicace manifestant de mal pour reconnaître la trace de ces méthodes infâmes dans le langage tenu alors par la C.G.T. et le P.C.F. ?

En fait, à peine constitué, le jeune Parti communiste français devait continuer à purger les hypothèques idéologiques et politiques dont le vieux parti socialiste était grevé. Ce dernier avait été de toutes les organisations socialistes du

monde la seule à n'avoir pas formé d'opposition conséquente à la guerre impérialiste. Seul de tous ses homologues d'Europe, le mouvement ouvrier français n'avait trouvé en son sein, pour combattre l'idéologie chauvine, que des éléments non marxistes : les valeureux mais confus syndicalistes-révolutionnaires. Le ralliement tardif d'une aile du parti socialiste à la révolution russe et au mouvement pour la III^e Internationale, amenait avec lui plus d'humanisme maçonnique que de marxisme, plus de technique électorale que de révolte de classe : le P.C.F. des années 1920-22 présentait cet aspect insolite que les éléments révolutionnaires n'y étaient pas des marxistes et que ceux qui se réclamaient du marxisme n'étaient pas des révolutionnaires ! Si ce caractère s'avérait particulièrement désastreux c'est parce qu'en fin de compte il fournit à la stalinisation ultérieure du parti son meilleur argument. Durant trois ans, le P.C.F. rusa avec la discipline de l'Internationale et ne se résolut à bannir ses vieilles méthodes fédéralistes et autonomistes héritées de la social-démocratie qu'au profit de la bolchevisation, c'est-à-dire, en fait, et sous couvert de renforcement de la discipline et du centralisme, au profit de la pure et simple élimination des éléments révolutionnaires, généralement ralliés à Trotsky à qui toute la lie opportuniste et inculte récemment recrutée dans le parti bolchevique livrait alors une guerre à mort. Encore là un terrible antécédent : le P.C. pourra bien, très longtemps après et en infirmant avant la lettre la formule gaillarde de Cohn-Bendit, répudier le stalinisme ; il ne se débarrassera jamais de la crapulerie.

On passera rapidement sur d'autres traits peu reluisants, tel cette répugnance à condamner le colonialisme, qui valut au P.C. une réprimande de Moscou et qui devait renaître bien plus tard, à la veille de la seconde guerre mondiale, lorsque Thorez « déconseilla » aux Tunisiens le « recours au divorce », c'est-à-dire la revendication de l'indépendance nationale. Pour être juste, il faut par contre signaler la courageuse campagne internationaliste du parti, et notamment de ses jeunes, durant l'occupation française de la Ruhr en 1923. Las ! Cette seule page glorieuse devait être arrachée dans l'hystérie patriotique de la Libération de 1944, lorsque les « communistes », devenus jusqu'aboutistes du second conflit mondial, affirmèrent impudemment que l'antimilitarisme passé du parti, ce n'était que pure invention des traitres à la Doriot et des hommes de Pétain !

C'est d'ailleurs à la faveur de la Résistance et de la Reconstruction patriotique que le P.C.F. effectua son « tournant » capital et résilia les derniers aspects qui le rattachaient ne fut-ce plus que d'une façon formelle, à l'internationalisme et à la Révolution. Vous les jeunes qui, abasourdis, entendiez discourir le « parti de l'ordre et de la sagesse » tandis que les coups pleuvaient drus sur vos épaules, sachez donc que c'est à ce moment-là que cela a commencé. Devenu champion de la grandeur française, défenseur de la production nationale, le P.C.F. retourna, il y a déjà trente ans, à sa tradition social-démocrate d'origine, à sa vomissure patriotique de l'Union sacrée de 1914. Il s'est contenté de moule national avec tant d'aisance que sa littérature actuelle peut, sans incohérence apparente, biffer cette courte phase oubliée durant laquelle il s'était efforcé de se conduire en vrai parti communiste.

Revenu à la petite-bourgeoisie par la tradition et l'idéologie, le P.C.F. s'y liait davantage encore par la politique et la stratégie sociale en parfait accord avec la politique observée alors par le Kremlin. Le double pacte stalinien, conclu sur le plan intérieur avec

une simple « crise de direction » : la dégénérescence du P.C.F. a des causes bien plus profondes ; et après avoir évoqué des conditions historiques qui ont été peu propices à l'implantation du marxisme dans la section française de la Seconde Internationale, il nous faut maintenant examiner l'échec du communisme en France.

l'immense paysannerie kolkhoziennne, à l'extérieur avec les partis petits-bourgeois au timon des Etats capitalistes de l'Ouest, c'est là tout le secret de la période qui s'étend du Front populaire à la Libération, au tripartisme. Les alliances momentanées du P.C.F. devaient fatalement se transformer en un pacte social durable, surtout lorsque l'U. R.S.S., devenue seconde puissance mondiale, n'eut plus besoin de cet agent diplomatique extérieur susceptible de faire pression en sa faveur sur la politique étrangère des pays capitalistes occidentaux. Naquit alors le « polycentrisme » dont Togliatti fut le promoteur mais que le P.C.F., pour y être parvenu plus tard et avec plus de difficulté, ne pratique pas moins avec constance, depuis ces dernières années, comme le confirme son attitude récente lors des événements de Tchécoslovaquie.

* *

Promoteur des voies nationales au socialisme, champion de la démocratie et non plus partisan de la dictature du prolétariat, fervent de l'expansion économique, gardien des valeurs éternelles de la nation, le P.C.F. a élaboré un programme électoral qui, en substituant à la lutte de classe une loyale opposition parlementaire, représente la meilleure expression possible de l'éternel rêve des petits-bourgeois : la réconciliation définitive des intérêts du capital et de ceux du prolétariat.

Que sur cette base politique petite-bourgeoise dussent se développer la psychologie sociale qui lui correspond, c'était inéluctable et seulement affaire de temps. Près de vingt années furent nécessaires pour que « prospérité », plein emploi et heures supplémentaires aidant, s'impose insensiblement à un prolétariat dupé, divisé, désemparé, une évolution souterraine dont l'aboutissement se révélait brutalement dans l'attitude infâme du P.C. en mai-juin dernier. Chantage à la répression, dénonciation de « l'aventure », respect superstitieux des lois bourgeoises les plus sclérotées, autant de traits qui identifient les faux communistes d'aujourd'hui aux petits-bourgeois de toujours. Autant de symptômes qui montrent ce que renferme la tactique tant vantée auprès des ouvriers de « l'alliance avec les classes moyennes » : une transfusion totale, dans l'organisation ouvrière, de sang non prolétarien, une mutation complète de fonction de cet organisme qui, en mai-juin dernier s'est manifestée au travers de réflexes particulièrement odieux ; en un mot l'investissement du camp du prolétariat par un corps social qui lui est étranger.

C'est une maladie qui ne connaît d'autre remède que l'opération chirurgicale. Le parti de classe de demain est à reconstruire de la base au sommet et non pas à rafistoler au travers de scissions « gauchistes » au sein d'une organisation perdue pour le prolétariat et pour la révolution. Perdue, non par carence ou extinction, mais par conversion aux intérêts des classes qui sont les ennemis les plus efficaces du prolétariat parce que les serviteurs les plus vils de la dictature du capital.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1968

LISTE N° 8

G.G., 100 ; François, 220,30 ; Petit Soutien, 1,65 ; S., 60 ; Martin, 17,80 ; Patton, 50 ; Pierre double soutien, 10 ; Elio, 13 ; R... et R., 80 ; Lak, 10.

Francs

Total liste N° 8 552,75
Total précédent 7.511,88
Total général 8.064,63

La vérité de classe dite par l'ennemi de classe

D'une série d'articles du Monde (25, 26 et 27/9/68) sur « La société de consommation en accusation », citons cette conclusion révélatrice : « Mais » la décentralisation et la co-gestion n'excluent pas la concurrence, car la course aux performances, qui caractérise une économie en croissance et en mutation exige qu'individes et groupes luttent sans arrêt pour maintenir ou améliorer leur position relative. De sorte que les entreprises autogérées de demain devront être plus exigeantes pour leurs membres que les entreprises classiques d'aujourd'hui pour survivre dans une ambiance plus compétitive. La participation se répandra autant parce qu'elle se révélera un mode de gestion plus efficace que dans un monde concurrentiel que parce qu'elle répond aux besoins qu'a l'homme de se réaliser. »

Quelle est donc la gauche imbécile qui a qualifié la bourgeoisie française de « plus bête du monde » ? Bête ? Allons donc, elle est rudement intelligente ! Alors que tous les socialistes, syndicalistes, anarchistes, libertaires et autres « gestionnaires » n'ont jamais été fichus de comprendre la critique de Proudhon par Marx, la bourgeoisie a parfaitement compris la position de Marx. Son instinct de conservation lui a fait retrouver les affirmations de ce Marx qu'elle prétend « dépassé » : la gestion des entreprises par les ouvriers n'est nullement incompatible avec le caractère capitaliste de la production ; une telle gestion ne libérerait en aucune façon la société des lois de l'économie capitaliste ; ce serait même une situation idéale pour le capital que celle où les ouvriers dirigent eux-mêmes leur propre exploitation, gèrent eux-mêmes la production élargie de capital.

Et comme « dans l'ambiance plus compétitive » de l'impérialisme mondial il faut extraire davantage de plus-value du prolétariat, et que celui-ci re-

naît, la bourgeoisie s'oriente vers la « participation », la « cogestion » et, qui sait, « l'autogestion ». Un candidat UNR aux dernières élections a été jusqu'à préconiser une association Capital - Travail dans laquelle le capital fourni par les capitalistes serait administré par des entreprises en coopératives ouvrières. (Les proudhoniens pouvaient à bon droit crier : « au voleur » !) Il était quand même un peu en avance. Mais les dirigeants et les théoriciens de la société capitaliste entreprennent dès maintenant une campagne pour rassurer le bourgeois moyen, et lui faire comprendre que la cogestion ou même l'autogestion empêtera peut-être sur ses intérêts particuliers mais qu'il faut éventuellement l'envisager dans l'intérêt général de la conservation du capitalisme, pour lui démontrer, en d'autres termes, qu'il s'agit d'une mesure conservatrice.

Cette vérité que la bourgeoisie est bien obligée de s'expliquer à elle-même, elle a évidemment tout intérêt à la cacher au prolétariat. Or, chose curieuse, il existe toute une série de courants soi-disant « gauchistes » dont toute la propagande voudrait convaincre les prolétaires du caractère « révolutionnaire » de l'autogestion. Qu'ils soient sincères ou non nous importe peu : ce sont les meilleurs agents du conservatisme bourgeois !

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 49 (décembre 1967) inclus.

Prix : 40 F. (y compris les frais d'expédition)

ROUGE... DE CONFUSION

Petit dernier de la presse trotskyste, Rouge vient de naître, maigre bouillon qui comble le « vide » laissé par l'Avant-Garde jeunesse.

Non seulement maigre, mais trouble bouillon, comme en témoignent ces deux phrases contradictoires : « Renonçant à comprendre, il ne manque pas de bonnes âmes pour parler de la tragique "erreur" du Kremlin. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse comprendre l'histoire en y voyant une succession d'erreurs (par rapport à quelle logique métaphysique ?) » (page 6 : « Tchécoslovaquie : la voie "soviétique" au socialisme ») et : « Il faut le dire : l'approbation de la R.D.V. de l'agression soviétique constitue une erreur catastrophique, même donnée du bout des lèvres, même du point de vue de stricts intérêts d'Etat » (page 11 : « Vietnam : le combat continue »).

Comme quoi ces « bonnes âmes » expliquent l'histoire par des erreurs quand ça les arrange ! Appliquons-leur les critères qu'ils ont eux-mêmes définis : par rapport à quelle « logique métaphysique » (sic) les trotskystes ont-ils renoncé à comprendre la nature de Cuba et de la R.D.V. ? La réponse est facile : ces enfants disgraciés de Trotsky pensent que ces deux pays sont l'archétype socialiste. De même que le stalinien français parle des « erreurs » de son modèle moscovite, les tiers-mondistes de Rouge déplorent celles du leur.

Il est pourtant bien évident que l'« erreur » pour Cuba comme pour la R.D.V. aurait été de ne pas dire amen à la Russie. Cuba et la R.D.V. ne trahissent pas la cause socialiste avec laquelle seuls les myopes professionnels les confondent, ils manifestent une fois de plus leur dépendance économique envers l'impérialisme russe.

Plutôt que de faire des procès jésuitiques à des petits pays qui n'avaient pas le choix, les rédacteurs de Rouge feraient bien de se demander si choisir Cuba ou la R.D.V. comme expression la plus haute du socialisme n'était pas... une erreur ! Décidément la quête perpétuelle du paradis socialiste n'est pas chose pour les trotskystes : après la Yougoslavie, l'Algérie, la Chine, voilà que Cuba et Vietnam déçoivent leurs espoirs ! Et cette longue série d'« erreurs » ne peut que se poursuivre, car de « pays socialistes » il n'en est nulle part. Et d'erreur en erreur, de socialisme national en socialisme national, les trotskystes ne se sont-ils pas précisément mis hors de l'histoire ?

La « Planification Démocratique », arme du capital

La transition au socialisme (1)

Certains de nos planificateurs démocratiques sont en effet assez hardis pour prétendre que c'est par cette planification dans la démocratie, justement, que se réalisera la transformation socialiste de la société.

Selon ces braves gens la planification permettrait par sa seule vertu démocratique de « régler la production d'après les besoins », et de réaliser ainsi la société future.

Cette théorie n'est pas seulement une triste resucée du Réformisme classique qui prétendait déjà que le socialisme pouvait être atteint démocratiquement, sans révolution ni violence, mais elle va plus loin. Elle n'exclut pas absolument l'insurrection violente ni l'instauration d'un « pouvoir ouvrier », mais elle lui assigne comme tâche précisément la réalisation de cette planification démocratique.

Elle joue ainsi sur les deux tableaux à la fois : d'une part elle prétend que la planification démocratique permet de faire l'économie d'une révolution, et d'autre part, si déjà révolution il y a, elle cherche d'avance à l'enfermer dans la planification démocratique, dans la sacrosainte Démocratie.

Or, soumettre la planification économique à l'approbation ou à l'élaboration démocratique revient tout simplement à l'enfermer dans le système capitaliste. C'est là une position-clé du marxisme, et nous l'avons déjà rappelée à maintes reprises dans la lutte contre la théorie la plus pure de cette planification démocratique, celle de la « gestion ouvrière ».

Nous avons montré que lorsqu'il arrache le pouvoir à la bourgeoisie (dans un pays capitaliste développé) le prolétariat se trouve à la tête d'une économie capitaliste et que si le programme économique devait être élaboré démocratiquement à partir de la « base », il ne ferait que traduire les besoins des unités de production de base de l'économie capitaliste, les entreprises, et que finalement, il ne pourrait qu'être conforme aux lois de fonctionnement de l'économie capitaliste.

Nous avons montré que le plan économique de l'Etat prolétarien ne pouvait être soumis à l'approbation démocratique, expression des besoins et des habitudes façonnées par la société bourgeoise, mais qu'il devait être établi centralement, d'après les besoins sociaux réels et conformément à la transformation de toutes les structures sociales qu'impose l'évolution historique de l'humanité. Cette transformation ne dérive pas d'un « libre choix démocratique », mais du développement objectif de la société.

Les démocrates ont exalté dans le règne bourgeois le côté centrifuge : la « libération » de l'individu (« libération » de la terre, des instruments de travail, des formes familiales, etc.) et n'ont pas vu que le véritable apport historique du capitalisme était au contraire la centralisation de la production, la suppression du morcellement de la société féodale, la socialisation de l'activité productive à l'échelle de l'humanité entière. Mais les lois du capitalisme sont à la fois centripètes et centrifuges et, comme nous l'avons rap-

pelé au début, plus la concentration augmente, plus la contradiction entre ces deux tendances devient violente. Ce conflit ne peut pas être résolu par un recours à la démocratie, mais seulement par la libération des forces sociales que le capitalisme a lui-même développées mais qu'il tient enchaînées, par la destruction du mode de production capitaliste.

Aussi, ce qui distingue radicalement la planification qui tend au socialisme de la planification capitaliste (fasciste ou démocratique) c'est son contenu. Même si la révolution reste isolée dans un pays, les mesures économiques de l'Etat prolétarien s'insèrent dans la transformation d'ensemble à l'échelle internationale, et dans les pays capitalistes développés elles visent d'emblée non pas à l'expansion, mais à la destruction du capitalisme.

Le Manifeste communiste indiqua les mesures qui correspondraient au degré de développement atteint en 1848 par les pays européens les plus avancés, et il insista sur le fait qu'il ne s'agissait pas là du programme du socialisme intégral, mais bien d'un groupe de mesures qu'il qualifia de transitoires, immédiates, variables et essentiellement « contradictoires ».

Lecteur

Abonne-toi !

Souscris !

Par la suite, certaines mesures qui auraient incombé à l'époque à la révolution prolétarienne, furent adoptées par la bourgeoisie elle-même dans tel ou tel pays ; l'instruction obligatoire, la Banque d'Etat, et bien d'autres. Les partisans d'une théorie non stable, en élaboration permanente d'après les « faits nouveaux », en ont conclu à tort que toutes les lois et prévisions concernant le passage violent du mode de production capitaliste au mode socialiste étaient modifiées. Mais en réalité cela montrait seulement qu'en 1848 le prolétariat aurait dû encore réaliser des tâches de concentration de la production qui « normalement » incombent au capitalisme ; de même qu'en 1917 en Russie, le prolétariat a dû prendre en charge la liquidation de la petite production (surtout dans l'agriculture) qu'un développement capitaliste insuffisant lui laissait sur les bras. Cela signifie seulement que les tâches économiques immédiates de la dictature du prolétariat dépendent du degré de développement atteint, et que la période immédiatement postérieure à la révolution se présente désormais sous un jour plus favorable : celui d'une économie de transition au socialisme.

L'opportunisme classique, lui, voulait faire croire que l'Etat bourgeois pourrait appliquer toutes les mesures du Manifeste, sous la pression du prolétariat ou par la « conquête légale » de l'Etat par celui-ci. Mais le capitalisme ne peut adopter que celles des mesures qui, non encore socialistes sont compatibles avec son mode de production ; et il ne les adopte que dans l'intérêt de sa propre conservation, pour éloigner la perspective de sa chute.

L'opportunisme actuel, avec sa formule de démocratie populaire et progressive, a une tâche historique à la fois différente et pire. Non seulement il trompe le prolétariat en lui faisant croire que quelques-unes de ses propres mesures pourraient être englobées dans le programme

d'un Etat inter-classes et inter-partis (c'est-à-dire qu'il adopte le même défaitisme que les sociaux-démocrates d'hier et renonce aussi à la dictature), mais il fait mieux : alors que le stade déjà atteint par le capitalisme permet une transition rapide vers le socialisme, il conduit les masses qu'il encadre à lutter pour des mesures qui sont directement opposées à celles que depuis 1848 le mouvement communiste s'est toujours fixées

Pour montrer toute l'ignominie de cette involution, nous rappellerons les mesures du Manifeste qui restent à l'ordre du jour, et nous indiquerons celles que d'ores et déjà on doit leur ajouter.

Du Manifeste il faut conserver d'abord les mesures qui visent à centraliser entre les mains de l'Etat prolétarien toutes les forces productives, afin de pouvoir diriger la production suivant un plan général. Ces mesures seront aujourd'hui beaucoup plus faciles à appliquer qu'en 1848. Mais, tandis qu'à l'époque le prolétariat victorieux aurait dû encore s'occuper « d'augmenter au plus vite la quantité des forces productives », il n'en est plus de même aujourd'hui. Cette accumulation quantitative a déjà eu lieu et écrase l'humanité sous le poids du capital. Aujourd'hui il faut passer directement à la révolution qualitative des forces productives, et ceci exige avant tout la rupture violente de l'accumulation quantitative. C'est à quoi tendront les mesures suivantes :

a) désinvestissement des capitaux : cela signifie qu'on consacre une partie plus réduite de l'activité à la production de moyens de production, de biens instrumentaux.

b) Augmentation des fameux « coûts de production » pour pouvoir donner, jusqu'à la disparition du salariat, du marché et de la monnaie, de plus fortes paies pour un temps de travail inférieur ; c'est le type même de mesures dont le Manifeste dit qu'elles paraissent « économiquement insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier ».

c) Rigoureuse réduction de la journée de travail, au moins à la moitié des heures actuelles, en absorbant aussi bien le chômage que les activités inutiles et anti-sociales ; rappelons qu'en 1918, alors qu'on pouvait espérer la révolution en Allemagne, Lénine préconisa cette mesure malgré la situation économique laissée par quatre ans de guerre ; il est bien évident toutefois que cette réduction de la journée de travail ne vise pas à permettre aux prolétaires d'aller à la pêche, mais de se consacrer aux tâches politiques et militaires de la dictature du prolétariat.

d) Réduction du volume de la production, à l'aide d'un plan de sous-production qui la concentre dans les domaines les plus nécessaires ; contrôle autoritaire des consommations en interdisant la publicité pour celles qui sont inutiles et néfastes ; abolition des activités produisant une psychologie réactionnaire.

e) Rupture rapide des limites de l'entreprise : c'est-à-dire abolition de l'autonomie des entreprises et intégration de leur activité dans le plan général, en tenant compte non pas des « bilans » individuels, mais des besoins sociaux.

Le Manifeste a indiqué aussi une série de mesures propres à lutter contre la division sociale du travail, notamment :

— Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

— Combinaison du travail agricole et du travail industriel : mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.

Ces mesures aussi peuvent être précisées et accélérées aujourd'hui sous la forme suivante :

f) abolition rapide des systèmes d'assurance du type mercantile, et leur remplacement par l'entretien social des non-travailleurs.

g) arrêt des constructions de maisons et de lieux de travail autour des grandes villes et même des petites, comme point de départ vers la distribution uniforme de la population sur tout le territoire.

h) ferme lutte pour l'abolition des carrières et des titres, contre la spécialisation professionnelle et la division sociale du travail ; combinaison de l'éducation avec la production matérielle.

i) premières mesures pour soumettre au contrôle de l'Etat communiste l'école, la presse, tous les moyens de diffusion, d'information, et les réseaux de spectacle et de divertissements.

Ces mesures que nous avons séparées et classées pour plus de clarté, forment en réalité un tout. Mais on commettrait une grande erreur si on les considérait comme statiques et se suffisant à elles-mêmes, alors qu'elles n'ont de sens que dans la dynamique de la transformation sociale.

Il s'agit seulement des premières mesures à prendre immédiatement après la prise du pouvoir : elles ne sont que le point de départ de la destruction des rapports capitalistes. Compte tenu du rapport des forces internationales entre les classes et du fait que la tâche principale d'un Etat prolétarien est la lutte (politique et parfois même militaire) pour la révolution mondiale, elles pourront être suivies à plus ou moins brève échéance par des mesures plus avancées : suppression de la monnaie, alimentation collective, etc.

Mais elles sont ce point de départ parce qu'elles brisent radicalement et brutalement toute l'orientation de la production capitaliste. C'est bien pour quoi un tel plan ne peut être élaboré démocratiquement dans des colloques, congrès, conseils et autres assemblées ; il est formulé par l'organe de la conscience de classe du prolétariat, le Parti, sur la base de l'analyse des rapports de production et de l'évolution historique.

Il ne peut pas plus être sou-

mis à l'approbation démocratique du « peuple ». L'Etat prolétarien devra l'imposer par la dictature, non seulement contre la résistance consciente des serviteurs du Capital, mais contre la mentalité courante de la petite-bourgeoisie qui imprègne largement les couches semi-prolétariennes et même prolétariennes. La force de l'habitude chez des millions d'hommes, disait Lénine, est une force terrible. Ni la bonne volonté, ni la libre discussion ne peuvent briser cette force, mais seulement l'explosion brutale des antagonismes sociaux et la transformation violente et autoritaire des structures sociales à commencer par leur racine, les rapports de production.

Si l'Etat prolétarien, guidé par le Parti, ne parvient pas à maintenir une rigoureuse discipline centralisée, il sera submergé par la contre-révolution bourgeoise. Ce n'est qu'après une longue période de transition — au cours de laquelle la dictature et l'Etat prolétariens eux-mêmes dépériront, à mesure que les rapports sociaux se modifieront et que les derniers vestiges du capitalisme seront extirpés sur le globe entier — que la contrainte disparaîtra avec les classes qui lui ont donné naissance. Mais la façon dont les hommes, devenus maîtres et non plus esclaves de leur force de production, dirigeront et organiseront alors leur activité selon leurs besoins, n'aura strictement rien de commun avec les conceptions bornées et bourgeoises des planificateurs démocratiques.

Qu'elle traduise la défense de la petite bourgeoisie, l'Union sacrée ou la lutte préventive contre la dictature du prolétariat par l'intoxication démocratique, la « Planification démocratique » ne représente que l'auto-défense du capitalisme : défense contre les perturbations sociales, contre les revendications immédiates du prolétariat, contre la destruction du capitalisme.

Pour montrer son caractère purement bourgeois, nous lui avons opposé le programme révolutionnaire immédiat. Mais ce programme ne se présente pas sur le même plan : il ne peut être l'objet de confrontations, de débats ou de marchandages démocratiques. Ce n'est pas un programme proposé à tout le monde et réalisable par n'importe qui. C'est le programme immédiat de la dictature du prolétariat, de l'Etat que le prolétariat formera après avoir détruit l'Etat bourgeois ; il ne peut être réalisé que si le prolétariat arrache le pouvoir politique à la bourgeoisie et s'érige lui-même en classe dominante.

SOUS PRESSE :

En marge du cinquantième

d'Octobre 1917 :

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie :
 - ⊙ Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire
 - ⊙ La « leçon » bourgeoise
 - ⊙ La « leçon » social-démocrate
 - ⊙ La « leçon » anarchiste
 - ⊙ La « leçon » du socialisme d'entreprise
 - ⊙ La « leçon » trotskyste
- L'économie russe de la révolution à nos jours

Cette brochure, dont l'importance apparaît à la seule lecture du sommaire, constitue un numéro spécial de la revue théorique du Parti, Programme Communiste, et sera donc expédiée directement aux abonnés de la revue.

Prix de vente : 6 F — Commandes au Proletaire.

(1) La première partie de cet article est parue dans notre précédent numéro.

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Mensonge bourgeois

Suite de la première page

quelles on a submergé le mouvement ouvrier de plus quarante ans. Il en résulte en effet que : 1° L'Etat démocratique n'est pas l'expression pontique de toutes les classes et de leurs intérêts communs, mais l'arme de la dictature bourgeoise sur le prolétariat ; il ne peut donc le « conquérir », mais doit au contraire le détruire et ériger le sien sur ses ruines ; 2° Dans leur lutte pour la défense de la classe ouvrière, les syndicats se heurtent nécessairement à l'appareil d'Etat et sont donc contraints d'agir politiquement ; la « neutralité politique » des syndicats est une utopie ou, dans la bouche de l'opportunisme, une arme contre-révolutionnaire évidente ; 3° Les directions actuelles des syndicats centrent leurs revendications soit sur les salaires (augmentés en pourcentage, ce qui creuse encore l'écart entre les catégories), soit sur la participation à l'entreprise (que de Gaulle reprend à son compte) ; au contraire, la revendication centrale (mais non la seule) doit être : réduction massive et immédiate de la durée et de l'intensité du travail sans diminution de salaire, avec rejet de toute forme de salaire aux pièces, de primes, d'heures supplémentaires.

La bourgeoisie française prétend qu'il est impossible d'arracher la semaine de 40 heures ou moins sans que cela entraîne la faillite de l'économie nationale devant la concurrence étrangère. Mais c'est ce que dit aussi la bourgeoisie italienne au prolétariat italien, la bourgeoisie allemande au prolétariat allemand, la bourgeoisie anglaise au prolétariat anglais. Pour elles, la classe ouvrière doit défendre l'économie nationale, l'entreprise, la catégorie, et donc n'entreprendre que des mouvements partiels, s'en tenir à toute cette pourriture des grèves au compte-gouttes que le prolétariat français a justement fait voler en éclats en mai-juin, donnant un exemple international de lutte aux ouvriers de tous les pays. Contre le national-communisme qui parle le même langage que les pires bourgeois, c'est cet exemple qu'il faut suivre et amplifier en renouant avec la tradition du **Manifeste communiste** et son cri de guerre : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

La bourgeoisie veut donc « prouver » que les luttes revendicatives entraînent une perte matérielle pour le prolétariat. Admettons-le un instant. Qu'est-ce que cela prouve, sinon que le prolétariat sait, comme il en a donné d'éclatantes preuves dans le passé, et saura encore mieux s'élever au-dessus du bien-être au compte-gouttes pour s'atteler à la tâche que l'histoire lui assigne : la destruction révolutionnaire du Capital ! Mais venons-en aux faits. Si quelqu'un nous demande, à la vue d'un tableau « savamment » présenté des « gains » et des « pertes », « A quoi a servi la grève ? », nous répondrons ceci. Il n'est pas vrai que la bourgeoisie ne puisse pas accorder des augmentations de salaires. Elle le fait tous les ans. Mais elle le fait toujours sans augmenter la progression de la productivité et donc à une plus forte exploitation de la classe ouvrière. Pour la première fois depuis des décennies, les augmentations arrachées en mai-juin l'ont été sans indexation sur la productivité : la bourgeoisie, pour une fois, payait à ses dépens. C'est là, malgré la

maigreur des résultats immédiats, la grande victoire matérielle que tous s'empressent de taire. Et puis il y a ce qui n'entre dans aucun tableau comptable, aussi perfectionné soit-il : la grève a contribué avec un immense élan à la reprise mondiale de la lutte de classe. Le prolétariat français a bénéficié sans s'en douter des réveils qui se produisaient ailleurs, comme il aura donné de l'énergie à ceux qui éclateront.

Il ne fallait pas se battre, proclame donc la bourgeoisie. Il faut tirer les leçons de la lutte passée pour mieux préparer les luttes à venir, répond notre Parti. Après la grève, le pire n'est pas la contre-attaque inévitable de la bourgeoisie, mais l'incapacité de la direction de la C.G.T. de riposter, incapacité qui a la même cause que son attitude de trahison au cours de la grève. Il n'existe pas de frontière entre les luttes économiques et les luttes politiques : il s'agit seulement de différents niveaux d'une seule et même lutte de classe opposant prolétariat et bourgeoisie. Les centrales syndicales sont dirigées par une confrérie de bureaucrates contrôlés par des partis électoralistes. Ces partis ne peuvent ni ne veulent conduire des luttes généralisées car elles se heurteraient directement à l'Etat et éveilleraient de larges couches ouvrières à la conscience que leur émancipation suppose la destruction de cet Etat : le P.C.F. et ses compères se proposent au contraire de l'administrer. De même, un parti qui a pour programme la défense de l'industrie nationale contre la concurrence étrangère ne peut que trahir le prolétariat puisque la « compétitivité » de l'industrie nationale est fondée sur le renforcement de l'exploitation du prolétariat.

Le capitalisme ne tend pas vers une stabilisation, un régime régulier, mais tombe au contraire périodiquement dans des crises toujours plus profondes qui, à l'époque impérialiste, débouchent sur l'alternative : ou guerre mondiale ou révolution prolétarienne mondiale. L'explosion de mai-juin s'est faite en débordant l'encadrement opportuniste, gardien de la paix sociale, dans un contexte mondial qui annonce la crise dans toutes les métropoles du Capital. Dans de telles circonstances, partis et syndicats opportunistes ne peuvent donc que trahir même les simples luttes revendicatives, qui constituent les expériences élémentaires de la guerre de classe et dont le résultat essentiel, comme l'indiquait le **Manifeste communiste**, est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.

Une telle union ne peut se faire qu'autour d'un programme, d'une lutte politique, c'est-à-dire autour d'un Parti qui soit capable de diriger le prolétariat dans les hauts et les bas de la lutte jusqu'à l'écrasement violent de l'Etat. Nous appelons les ouvriers à former, au cours des prochaines luttes économiques, des groupes communistes autour de notre Parti dans les usines et les syndicats, afin de préparer la formation d'une fraction révolutionnaire dans la C.G.T. qui puisse redonner à la seule centrale qui ait des traditions rouges sa fonction spécifique : celle de tranchée d'assaut et de défense dans la guerre de classe, celle d'école de la lutte communiste.

Si tous les brigands du monde voulaient se donner la main

Du rapport annuel de M. Thant à l'Assemblée générale de l'ONU, Le Monde (27/9/68) a mis en vedette la phrase :

« La paix mondiale restera fragile aussi longtemps que les super-puissances recourront à des actions unilatérales ».

Et elle mérite bien d'être relevée, car elle donne à la fois une excellente définition de l'ONU, et l'aveu de son échec.

Qu'est-ce donc que la paix dont rêve M. Thant ? C'est la paix impérialiste, c'est-à-dire un équilibre mondial où les grandes puissances impérialistes exploitent et écrasent d'un commun accord la terre entière ; où ces super-puissances ne recourraient pas à des actions militaires « unilatérales », mais écraseraient « ensemble » les révoltes et les « désordres » dus à leur domination. Le bel idéal que voilà !

Mais ce rêve de Super-impérialisme n'est pas seulement ignoble, il est aussi absurde, comme Lénine l'a montré il y a déjà 59 ans : la concentration du capital n'exclut nullement la concurrence, et quel que soit le désir des grands d'exploiter « ensemble » les petits, le développement même de cette exploitation les oppose entre eux. La paix impérialiste prépare la guerre impérialiste, et seule l'intervention révolutionnaire du prolétariat peut briser ce cycle infernal.

LE PROLETARIAT

Ainsi, dans l'idéologie fasciste, l'Etat se présente comme un arbitre entre les différentes classes sociales et son rôle est de leur imprimer une discipline nationale. Cet Etat peut très bien garder un masque démocratique satisfaisant les besoins politiques des partis opportunistes et de la petite-bourgeoisie tant que les directions des organisations ouvrières peuvent endiguer le prolétariat et le réduire au rang d'une catégorie sociale au même titre que les autres, qui joue le jeu de l'intérêt national, du dialogue et de la participation. Mais cet Etat doit jeter ce masque dès qu'il devient gênant, c'est-à-dire quand s'ouvre une période historique qui pousse le prolétariat vers son Parti de Classe pour remplir ses tâches révolutionnaires. Les formes violentes du fascisme ne sont qu'une contre-révolution préventive.

Il est tout à fait normal de s'attendre à ce que les partis opportunistes, P.C.F. en tête, qui se font depuis des dizaines d'années les porte-drapeau de la patrie, du parlementarisme, des voies pacifiques au socialisme et même de la pluralité des partis ne jouent d'autre rôle que de persuader la classe ouvrière que la violence de l'Etat ne dépend que de la volonté d'hommes et de cabinets ministériels qui pourraient être abattus par les bulletins de vote. Ces partis se chargent de la sale besogne de faire rentrer le prolétariat dans les rangs électoraux en brisant toute combativité ouvrière... et épargnent du même coup à l'Etat bourgeois de dévoiler pleinement sa nature de classe, tant il est vrai que la répression est d'autant moins ouverte que l'appareil opportuniste reste fort.

Pour les démocrates, la répression de l'Etat n'est pas autre chose qu'un sujet d'indignation. Mais au cœur de ces démocrates qui tentent de ramener toute lutte de classe à une lutte parlementaire, qui se font les champions d'un Etat au-dessus des classes, de la négociation à tout prix entre patrons et ouvriers, qui n'ont d'autre peur que celle de voir le prolétariat bouger et qui proclament qu'ils représentent les intérêts généraux de la nation, toutes classes mêlées, à ce cœur, donc, se mêlent les voix des divers groupes qui militent pour « abattre » la société bourgeoise.

Alors que le capitalisme sénile et pourrissant rejette de plus en plus la forme démocratique et ceci sans espoir de retour, nos « gradualistes » penseraient-ils que la bourgeoisie va laisser le prolétariat tranquillement s'organiser et préparer son assaut révolutionnaire ?

Bien entendu, ils n'en pensent rien ! Mais ils considèrent que c'est dans la démocratie que le prolétariat a la plus grande liberté de manœuvre pour se préparer à ses tâches révolutionnaires, et ils en concluent que la démocratie doit être une étape préalable de la Révolution Proletarienne.

C'est entièrement faux. L'histoire a montré que la voie de la trahison social-démocrate, puis stalinienne, passe par la défense de la démocratie. Il faut simplement se rappeler que c'est au nom de cette démocratie que l'Internationale stalinienne a conduit le prolétariat mondial à la boucherie de la II^{me} guerre impérialiste au côté des bourgeoisies nationales, renforçant la dictature bourgeoise au lieu de lui livrer bataille. Comment pourrait-on croire qu'on peut préparer le prolétariat à sa dictature de classe, qui balayera toutes les libertés politiques des autres classes, en lui demandant de défendre ces mêmes libertés politiques !

Face à la contre-offensive de l'Etat, constituer des Fronts Unis contre la répression (version renou-

velée des comités antifascistes), pour défendre les libertés démocratiques, c'est tendre la main à la petite-bourgeoisie, s'aligner sur ses revendications et penser qu'elle peut aider le prolétariat dans sa lutte contre l'Etat bourgeois, comme une force indépendante. Or ceci est absolument grotesque : la petite-bourgeoisie ne peut poursuivre des buts indépendants. Elle oscille perpétuellement entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il n'est que de rappeler comment, dès que de Gaulle a montré l'existence bien réelle de l'Etat, à la fin mai, la petite-bourgeoisie s'est précipitée dans ses jambes, tout comme elle l'avait déjà fait avec Mussolini ou Hitler qui ont pu accéder ainsi au pouvoir de la façon la plus démocratique qui soit.

Vouloir trouver un commun dénominateur entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, c'est abandonner le socialisme pour la démocratie, c'est laisser le prolétariat sous l'influence de l'opportunisme.

Ces « gradualistes » qui se servent de la démocratie comme étape dans la lutte révolutionnaire ne font en fait que tenter de rattrapper le prolétariat qui commence à se débarrasser de l'appareil contre-révolutionnaire pour le remettre dans la même voie opportuniste.

Si le fascisme violent a commencé à réapparaître, c'est qu'il s'est ouvert après quarante années de contre-révolution une période historique qui poussera le prolétariat vers son Parti de Classe. Ce réveil ne peut passer que par la poussée

instinctive de la classe ouvrière à la lutte et par le débordement des appareils opportunistes comme cela s'est produit en mai. Cette période que nous commençons à vivre annonce aussi la remontée du fascisme violent à l'échelle internationale ; cette évolution de l'Etat ne pourra que s'accroître.

Face à cette perspective, la lutte contre l'Etat bourgeois ne doit pas consister à s'indigner de sa violence ni à répandre l'illusion qu'on peut la supprimer par un retour aux saints principes démocratiques mais à renforcer le prolétariat et à le préparer le mieux possible aux affrontements contre l'Etat jusqu'à son renversement.

L'armement du prolétariat est en premier lieu un armement politique (son armement militaire n'en est qu'un aspect) : c'est son organisation autour du programme de la révolution communiste, violente et antidémocratique. C'est le Parti de Classe dont nous sommes les militants, qui, attaché à ce programme et résolu à affronter l'Etat bourgeois, peut seul faire de ces affrontements des étapes pour former les bataillons ouvriers débarrassés de toute illusion démocratique et capables non seulement de se défendre contre l'Etat mais encore de le détruire en instaurant leur propre dictature.

Les marxistes révolutionnaires dénonceront donc impitoyablement tous ceux qui tirent prétexte de la répression pour défendre la démocratie au lieu de saisir cette occasion de dévoiler la vraie nature de l'Etat et de cette même démocratie et de préparer ainsi les futurs assauts victorieux du prolétariat international.

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ? (PROGRAMME COMMUNISTE)

Nous répondons à cette question dans une petite brochure ronéotypée qui expose brièvement les positions du Parti après avoir indiqué les grandes lignes de l'histoire du mouvement communiste.

Prix : 0 fr. 50

Commandes au "Proletaire"

Un pavé de l'U.R.S.S.

Suite de la première page

vaut le capitalisme ! », nous disons au contraire qu'enfin s'effondre l'illusion qui a rangé le prolétariat aux côtés de la bourgeoisie dans la guerre impérialiste, retardant la reprise révolutionnaire durant de longues années.

Cette reprise est inscrite dans les prémisses de la crise qui doit bouleverser l'empire du capital, d'est en ouest, mais encore faut-il que le prolétariat sache quels sont ses vrais ennemis, et nombreux sont encore les ouvriers croyant aux salades des pseudo-communistes et pseudo-socialistes. Le prototype de ces menteurs stipendiés est sans conteste André Wurmser qui, dans **France Nouvelle**, explique laborieusement que, malgré ses « fautes » et ses « erreurs » tragiques, l'U.R.S.S. demeure le bastion du pur socialisme. Ce pisser-copie atteint les limites de l'indécence quand il ajoute que l'intervention russe constitue « un démenti à ceux pour qui un pays socialiste est le palais de Dame Tartine ». Cette phrase mérite qu'on s'y arrête : c'est d'une part la justification camouflée de l'intervention, amer démenti aux Tchèques qui se seraient crus chez Dame Tartine mais, d'autre part, c'est l'invitation à ne pas « idéaliser » le bloc « socialiste », à ne pas se l'imaginer

plus reluisant que son homologue capitaliste (ce qui serait difficile puisqu'ils sont frères jumeaux). De plain-pied avec l'idéologie chrétienne (et démocratique !) de l'imperfection des choses humaines, Wurmser se donne l'air « pondéré », « raisonnable », « réaliste » pour rejeter les objections des « utopistes » dans notre genre qui on l'audace naïve de croire que le socialisme n'est pas... l'impérialisme capitaliste !

Ce qui se dégage de toute cette littérature de gauche est donc un profond défaitisme, car affirmer que l'U.R.S.S. « c'est encore le socialisme » revient à valoriser la démocratie bourgeoise et à affirmer que le jeu (la révolution !) n'en vaut pas la chandelle !

Notre conclusion est toute opposée : l'identité chaque jour plus visible des deux blocs n'est en aucun cas le match nul de deux idéologies qui, au fond, se vaudraient. C'est la vérification des thèses marxistes et non leur infirmation. Ces thèses permettent d'affirmer que dans un avenir plus ou moins proche le prolétariat se retrouvera devant le choix classique : guerre ou révolution. Pour préparer ce jour, à l'oppression internationale du capital, celle de l'Ouest comme celle de l'Est, le prolétariat doit donner une réplique internationale : reconstruisons le Parti de classe mondial !

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{me})

Distribué par les N.M.P.P.